

**Séance du 09/11/2021**

**Procès-verbal d'étude  
de dossier relatif à un établissement recevant du public**

N° procès-verbal : D-2021-009118 / WA  
N° établissement : E-S-04200150-000  
N° dossier de la demande : Permis de construire n° RM 031 042 21 0001  
Réf. courrier arrivée : A-2021-009105 reçu le 28/09/2021

<b>Objet</b>	<b>CONSTRUCTION DE LA GARE AVAL</b>
--------------	-------------------------------------

<b>Etablissement</b>	<b>GARE AVAL DU TELEPORTE</b> 343 Avenue du Maréchal Galliéni 31110 BAGNERES DE LUCHON
----------------------	--

**Effectif et classement de l'établissement**

**Type principal : GA**

**Catégorie : 5<sup>ème</sup>**

**Effectif maximal admissible:**

– Public :	182	personnes
– Personnel :	12	personnes
– <b>Total :</b>	<b>194</b>	<b>personnes</b>

### **Réglementation appliquée :**

- Code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, dispositions générales.
- Arrêté du 24 décembre 2007 modifié portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et panique dans les établissements recevant du public du type GA.
- Arrêté préfectoral du 24 février 2017 approuvant le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (R.D.D.E.C.I.).

### **Description de l'établissement et du projet**

Le projet présenté annule et remplace la DAT et le PC n°RM 031 042 20 001 validés par la Sous-Commission Départementale de Sécurité du 5 janvier 2021.

Les modifications apportées n'ont pas d'impact sur le niveau de sécurité de l'établissement projeté.

Ce dossier comporte une demande de dérogation.

Il prévoit la construction de la gare aval de l'ascenseur vallée Luchon-Superbagnères.

D'une emprise au sol d'environ 500 m<sup>2</sup>, l'établissement comprend deux étages sur rez-de-chaussée et comprend:

- au rez-de-chaussée : 1 hall d'accueil (34 m<sup>2</sup>), des locaux techniques ;
- au 1<sup>er</sup> étage : 1 espace file d'attente et dégagement (84+54 m<sup>2</sup>), 1 espace accueil de 27 m<sup>2</sup>, 1 billetterie (29 m<sup>2</sup>), 4 bureaux, 1 local consigne à skis (36 m<sup>2</sup>), des sanitaires ;
- au 2<sup>ème</sup> étage : 1 espace file d'attente (48 m<sup>2</sup>), 1 quai d'embarquement (56 m<sup>2</sup>), 1 quai de débarquement (68 m<sup>2</sup>), 1 local de contrôle et de commande (7 m<sup>2</sup>), une plateforme technique non accessible au public, un toit terrasse accessible au public.

*Nota : la télécabine existante et l'ensemble de ses équipements seront démontés préalablement à ces travaux*

### **DEMANDE DE DEROGATION**

**Objet** : il est demandé une dérogation à l'article PE11§6 afin de ne pas enclôisonner l'escalier monumental au 2<sup>ème</sup> étage.

**Motivations** : le pétitionnaire met en avant la spécificité de l'embarquement de matériel encombrant (ski, bicyclettes) nécessitant un dégagement de grandes dimensions et rendant difficile la manœuvre des portes.

### **Mesures compensatoires proposées :**

- Enclôisonnement de l'escalier en rez-de-chaussée et 1<sup>er</sup> étage.
- Surdimensionnement du désenfumage du plateau du 2<sup>ème</sup> étage : une façade largement ouverte (sur 7,30 m de hauteur) et 3.5 m<sup>2</sup> d'ouvrant sur la façade opposée pour 2,75 m<sup>2</sup> exigibles.

***Avis de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur***

- Considérant le rapport d'étude,

- Après délibération des membres, la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur émet :
  - un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation de ce projet
  - un **AVIS FAVORABLE** à la dérogation demandée

<b>Prescriptions émises suite à l'étude</b>
---

Elle préconise toutefois la réalisation des prescriptions ci-après :

**GENERALES :**

- 1) Ne pas effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation (article GN13).
- 2) Solliciter le passage de la sous-commission départementale de sécurité à l'issue des travaux de cet établissement. Cette demande doit être formulée au Maire de la commune concernée qui avisera le secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité et ce, **AU MOINS 1 MOIS** avant la date prévue (R 143-13 du code de la construction et de l'habitation)
- 3) Faire vérifier par un organisme de contrôle agréé :
  - la solidité à froid de l'ouvrage (mission L) ;
  - les dispositions constructives, les aménagements intérieurs et les moyens de secours (catégorie C de la mission S définie par l'arrêté du 07 novembre 1990) ;
  - les installations techniques (catégorie A, B et D de la mission S définie par l'arrêté du 07 novembre 1990).

***Ces vérifications sont à réaliser dès la phase construction de l'établissement.***

Transmettre à la commission de sécurité **au moins 48 heures avant la visite de réception** les documents afférents sous la forme d'un rapport de vérifications réglementaires après travaux (**RVRAT**). A défaut, la commission de sécurité ne sera pas habilitée à émettre un avis favorable (R143-13 du code de la construction et de l'habitation, GE 7, GE 8).

- 4) Veiller à ce que les espaces prévus en cas d'évacuation différées des personnes en situation de handicap répondent aux dispositions suivantes :
  - soient équipés d'un éclairage de sécurité conforme à l'article EC 10 ;
  - soient identifiables des services de secours et facilement repérables du public au moyen d'un balisage spécifique ;
  - soient accessibles en permanence ;
  - soient indiqués sur les plans d'intervention et d'évacuation ;
  - soient équipés de consignes, conformes aux prescriptions des textes relatifs à l'accessibilité, rédigées en français et dans les principales langues parlées par les usagers habituels des lieux ;
  - soient équipés d'un extincteur à eau pulvérisé (pour les espaces non situés à l'air libre) ;
  - permettent à une personne de signaler sa présence (fenêtre repérable des services de secours, téléphone, interphone ou bouton d'appel d'urgence identifié et localisé en cas de présence d'un service de sécurité) (article GN 8).

## **CONSTRUCTION :**

- 5) Signaler les voies et/ou les sections de voies dédiées aux engins des services de secours, à l'aide d'un marquage au sol et/ou de panneaux de signalisation, indiquant l'interdiction de stationner ainsi que le tonnage limité autorisé (article PE 7).

Ces indications devront être visibles en toute circonstance. Prendre contact avec le service Prévention-Prévision-Opération du **SDIS 31** - Avenue du Cagire – ZAC des Landes – 31800 Estancarbon – Tél : 05.61.94.83.00 – Courriel : [prevention.sud@sdis31.fr](mailto:prevention.sud@sdis31.fr) (article PE 7).

- 6) Matérialiser les aires de mise en station des engins des services de secours au moyen de marquages au sol (article PE 7). Prendre contact avec le service Prévention-Prévision-Opération du **SDIS 31** - Avenue du Cagire – ZAC des Landes – 31800 Estancarbon – Tél : 05.61.94.83.00 – Courriel : [prevention.sud@sdis31.fr](mailto:prevention.sud@sdis31.fr)

- 7) Veiller, en cas de limitation d'accès au site, à ce que le dispositif de verrouillage réponde aux recommandations du Service Départemental d'Incendie et de Secours. Prendre contact avec le service Prévention-Prévision-Opération du **SDIS 31** - Avenue du Cagire – ZAC des Landes – 31800 Estancarbon – Tél : 05.61.94.83.00 – Courriel : [prevention.sud@sdis31.fr](mailto:prevention.sud@sdis31.fr) (Article PE 7).

- 8) Veiller à ce que les baies accessibles installées répondent aux caractéristiques suivantes :

- les châssis manœuvrables sont repérés de l'extérieur par une pastille rouge de 12 centimètres de diamètre, réalisée dans un matériau réflectorisant (norme ISO-6309 de novembre 1998) ;
- elles comportent un double système d'ouverture facilement manœuvrable de l'intérieur et de l'extérieur du bâtiment. Dans les deux cas, cette manœuvre sera possible au moyen d'une seule commande située en position médiane (emplacement à définir avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours) ;
- le système d'ouverture extérieur, muni d'un carré femelle de 6 millimètres de côté et 10 millimètres de profondeur au moins, est manœuvrable par l'extrémité de la tricoise de marque " POK ", modèle DESCHAMPS, utilisée par les sapeurs-pompiers du département (avec le carré tronconique mâle de 6 millimètres de côté) (voir annexe) ;
- en cas de blocage éventuel du système d'ouverture, la qualité du vitrage doit être choisie de telle sorte que ce dernier puisse être fracturé en dernier recours par les sapeurs-pompiers,
- au moins une baie par niveau débouche dans une circulation principale desservant tout le niveau ;
- chaque baie doit débattre vers l'intérieur (ouverture "à la française") ;
- les garde-corps sont escamotables par une manœuvre simple et rapide (Article PE 7).

## **DEGAGEMENTS :**

- 9) Veiller à ce que les portes d'enclotissement des cages d'escaliers soient équipées de ferme-porte ou que leur fermeture asservie au processus d'alarme sans temporisation (PE 11).

- 10) Désenfumer l'escalier accessoire par balayage naturel ou mise en surpression par rapport au(x) volumes(s) adjacent(s), selon les dispositions de l'instruction technique n° 246 (article PE 11).

- 11) Veiller à ce que le mobilier installé pour l'organisation de la file d'attente ne présente pas de risque de renversement et d'entrave à l'évacuation du public. A cet effet, il est recommandé de fixer le matériel solidement au sol ou à des éléments stables du bâtiment (R 123-4 du code de la construction et de l'habitation).

- 12) Veiller à ce que le mobilier installé pour l'organisation de la file d'attente ne conduise pas à la formation d'un cul-de-sac supérieur à 10 m (R 143-4 du code de la construction et de l'habitation).

## **ELECTRICITE – ECLAIRAGE :**

- 13) Equiper les espaces de la file d'attente et du quai d'embarquement d'une installation d'éclairage d'ambiance conforme à l'article EC 10 (R 143-13 du code de la construction et de l'habitation).

## **MOYENS DE SECOURS :**

- 14) Afficher des consignes de sécurité précisant :
- le numéro d'appel des secours,
  - l'adresse du centre de secours de premier appel,
  - les dispositions immédiates à prendre en cas d'incendie (article PE27§4).
- 15) Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (article PE27§5).

Remettre au Service Départemental d'Incendie et de Secours les plans de l'établissement en format DWG afin de permettre l'élaboration des documents opérationnels. Ces plans doivent faire apparaître notamment les points d'accès, les cheminements, les points d'eau, les commandes des systèmes de sécurité.

### **Procédure administrative avant réception des travaux**

**Veiller à demander en mairie la visite de réception des travaux afin que monsieur le maire puisse saisir, au moins un mois avant la date d'ouverture envisagée, la commission de sécurité compétente pour effectuer la visite de sécurité.**

Il conviendra de faire parvenir, deux jours ouvrables avant la visite de réception, au service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne – Groupement Sud (12 avenue du Cagire – Z.I. des Landes – 31800 Estancarbon – Tél. : 05.61.94.83.12 – courriel : prevention.sud@sdis31.fr) :

- ☞ L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité (article 46 du décret du 8 Mars 1995) ;
- ☞ L'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage (article 46 du décret du 8 mars 1995) ;
- ☞ Le Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (R.V.R.A.T.) émanant de l'organisme agréé (article 47 du décret du 8 mars 1995, articles GE 6 à 10 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié) ;

-oOo-

Ce procès-verbal a été établi au vu des éléments qui ont été portés à la connaissance de la commission de sécurité.

Les prescriptions proposées, qui ne constituent pas une liste exhaustive, ne dispensent pas le pétitionnaire du respect des lois et règlements en vigueur.

Pour le préfet et par délégation,  
le président de séance

Pour le Préfet  
L'adjoint au Chef du SIRACEDPC

  
Gaëtan DELAGNES

